

George W. Bush cherche un "Hamid Qardai" palestinien!

Le diktat américain

Aucun des acteurs politiques de la région n'imaginait un instant que le président Bush puisse sortir de son rôle de marionnette superficielle que lui font jouer avec arrogance les plus va-t-en guerre de son entourage.

L'oracle américain tant attendu sur le Proche-Orient est tombé. La carotte de l'Etat palestinien, même provisoire, contre la mise à mort politique du père du mouvement national



Mustapha Tossa

palestinien, Yasser Arafat. Ainsi a parlé George Bush qui a démontré encore une fois la profonde intimité politique, idéologique et même religieuse qui le lie à l'extrême droite qui gouverne en Israël. Ce qui explique les applaudissements nourris à Tel Aviv des milieux politiques qui ont vu en Bush un nouveau membre actif et loyal du Likoud, la formation très guerrière d'Ariel Sharon. Le discours du président américain n'a été, à vrai dire, une surprise pour personne. Personne, en effet, ne s'attendait à ce que se dégage de cette administration, hantée en permanence par les fantômes d'Al Qaida, obnubilée depuis l'éternité par un cauchemar nommé Saddam Hussein, une vision pacifique équilibrée qui sortirait Palestiniens et Israéliens de leur tête-à-tête sanglant.

Diatribes

Aucun des acteurs politiques de la région n'imaginait un instant que le président Bush puisse sortir de son rôle de marionnette superficielle que lui font jouer avec arrogance les plus va-t-en guerre de son entourage, le trio infernal Rice/ Cheney/ Rumsfeld. Mais la grande surprise était venue sans aucun doute de la crucifixion publique du président de l'autorité palestinien, Yasser Arafat, par l'Amérique, gendarme du monde et parrain de la paix au Proche-Orient.

Alors que le monde entier espérait un plan de paix, un calendrier de négociation, une sortie de crise, George Bush a produit du diplomatique dans son plus simple appareil: Le Proche-Orient serait plus vivable sans Yasser Arafat. Il a épousé publiquement les convictions d'Ariel Sharon qui, depuis son arrivée



• Yasser Arafat.

Tony Blair, qui n'a jamais mégoté son soutien à George Bush, a osé le désavouer publiquement sur ce qui apparaît comme la colonne vertébrale de la politique américaine au Proche-Orient: le lâchage en raz de campagne de Yasser Arafat.

au pouvoir, n'a jamais caché sa croyance mystique que la patrie naturelle des Palestiniens était la Jordanie et que la manière la plus efficace d'éradiquer le fait national palestinien était d'en faire disparaître les symboles.

Alors que Bill Clinton faisait d'Arafat un partenaire de la solution du problème, George Bush, sous la pression de Sharon et de son puissant lobby aux USA, en fait un obstacle. La charge américaine contre Arafat a de fortes chances d'être interprétée par les Israéliens comme une feu vert à sa liquidation physique, l'exil posant plus de problèmes qu'il n'en résout.

Critiques

L'appel à la mort politique du président palestinien prononcé par George Bush dans sa diatribe anti-palestinienne et les menaces de stopper les aides US aux territoires qui l'ont suivi, ont été diversement appréciés. Les critiques et les oppositions ne sont pas toujours venues de là où elles étaient attendues.

Proche-Orient: le lâchage en raz de campagne de Yasser Arafat. Ce n'est pas un hasard non plus si un des articles les plus durs, les plus critiques à l'égard de Bush soit sorti de Londres signé par le talentueux éditorialiste du journal anglais *The Independent*, Robert Fisk, intitulé "I wonder why Bush doesn't let Sharon run his press office", (je me demande pourquoi Bush ne prend pas Sharon comme chargé de communication) ce qui en dit long sur l'estime des Anglais à l'égard de la totale aliénation qui caractérise les relations entre Bush et Sharon.

Lâchage

Etant le premier dirigeant occidental à rencontrer Arafat depuis l'excommunication américaine, le ministre français des Affaires étrangères, Dominique De Villepin, a vécu son baptême diplomatique sous le feu de la puissante charge américaine contre le leader palestinien, ce qui l'a obligé à un exercice de grand équilibriste. Après avoir parlé de convergence entre l'Union Européenne et l'administration Bush sur le dossier du Proche-Orient, De Villepin a rectifié le tir en insistant sur le fait que ce sont les Palestiniens qui choisissent librement leurs dirigeants.

De ce fait, et Londres et Paris critiquent implicitement cette propension de George Bush à vouloir gérer la crise palestinienne "à l'afghane", mettre un "Hamid Qardai" là où Yasser Arafat a refusé de jouer le triste rôle du milicien libanais Antoine Lahd.

George Bush pourra tout de même se consoler de cette fronde européenne en voyant la satisfaction et l'optimisme provoqués par son discours dans certaines capitales arabes comme Le Caire, Amman ou Riad qui semblent avoir passé par pertes et profits le sort de Yasser Arafat.

La réaction de leurs leaders, dont certains trouvaient dans la démarche américaine une occasion inespérée de régler des comptes enfouis avec le vieux Arafat qui n'avait toujours pas bien choisi ses fréquentations, préféreraient mettre l'accent sur l'engagement public américain à parrainer une Etat palestinien d'ici trois ans, plutôt que de maugréer autour du diktat américain sur le nécessaire changement de direction palestinienne. □